



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2020-2021

CL/LW

P.V. PEMFCJ 08

**Sous-commission "Préservation des entreprises et Modernisation
du droit de la faillite" de la Commission de la Justice**

Procès-verbal de la réunion du 31 mai 2021

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. 6539 **Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant:**
 - (1) le livre III du Code de commerce,
 - (2) la section Ière du chapitre II du titre IX du livre II du Code pénal,
 - (3) les articles L. 125-1, L. 127-3 à L. 127-5 et L. 512-11 du Code du Travail,
 - (4) les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile,
 - (5) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat,
 - (6) la loi modifiée du 8 janvier 1962 concernant la lettre de gage et le billet à ordre,
 - (7) la loi du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes,
 - (8) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
 - (9) la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance,
 - (10) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,
 - (11) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
 - (12) la loi générale des impôts (« Abgabenordnung »),et abrogeant :
la loi du 14 avril 1886 concernant le concordat préventif de la faillite,
la loi du 15 mars 1892 sur la procédure en debet en matière de faillite et
l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative aux
sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par
l'institution du régime de la gestion contrôlée
- Rapporteur : Monsieur Guy Arendt
 - Continuation des travaux
-
2. **Divers**

*

Présents : M. Guy Arendt, M. Léon Gloden, Mme Cécile Hemmen, M. Charles Margue
Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Mme Pascale Millim, M. Daniel Ruppert, du Ministère de la Justice
Mme Tamara Lefèber, M. Christian Schuller, du Ministère de l'Economie
Mme Christine Fixmer, collaboratrice du groupe politique DP
M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Goergen, M. Roy Reding
M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

*

Présidence : M. Guy Arendt, Président de la Sous-commission

*

1. 6539 **Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant:**
- (1) le livre III du Code de commerce,
 - (2) la section Ière du chapitre II du titre IX du livre II du Code pénal,
 - (3) les articles L. 125-1, L. 127-3 à L. 127-5 et L. 512-11 du Code du Travail,
 - (4) les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile,
 - (5) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat,
 - (6) la loi modifiée du 8 janvier 1962 concernant la lettre de gage et le billet à ordre,
 - (7) la loi du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes,
 - (8) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
 - (9) la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance,
 - (10) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,
 - (11) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
 - (12) la loi générale des impôts (« Abgabenordnung »),
- et abrogeant :
- la loi du 14 avril 1886 concernant le concordat préventif de la faillite,
la loi du 15 mars 1892 sur la procédure en debet en matière de faillite et l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative aux sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée

Continuation des travaux

Points 27), 28) et 29) concernant les articles 487-1, 487-2 et 487-3 nouveaux

Les articles 487-1, 487-2 et 487-3 seront supprimés du projet de loi amendé, au vu des critiques y relatives formulées par le tribunal d'arrondissement.

Quant aux honoraires fixés par l'article 7¹ du Règlement grand-ducal du 18 juillet 2003 portant révision du tarif des honoraires des curateurs en matière de faillite, il est préconisé de mener une réflexion sur une réforme de ces derniers.

Echange de vues

M. Léon Gloden (CSV) donne à considérer que le Code de commerce contient, dans sa version actuelle, plusieurs dispositions sur le droit de la faillite, sans contenir cependant les dispositions sur la procédure de débet. En outre, l'orateur signale que la terminologie de « *jugement sur l'excusabilité du failli* » est inconnue en droit luxembourgeois. L'orateur se demande quelle sera la signification de ces termes.

Quant à la rémunération attribuée au curateur en cas de clôture de la faillite pour insuffisance d'actif, le montant forfaitaire de maximum 3.000 euros risque de s'avérer insuffisant, si on veut professionnaliser le métier du curateur.

L'expert gouvernemental explique que les dispositions actuelles de la loi du 15 mars 1892 sur la procédure en débet en matière de faillite resteront applicables.

En outre, l'oratrice confirme que la terminologie de « *jugement sur l'excusabilité du failli* » suscite des interrogations de la part des professionnels du droit.

M. Guy Arendt (Président-Rapporteur, DP) se demande si l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg n'ait pas soulevé des observations y relatives. De plus, l'orateur préconise une suppression des articles 478-1, 478-2 et 478-3 du projet de loi amendé, et de réformer les dispositions sur la procédure de débet dans le cadre d'un projet de loi à part.

Quant aux honoraires alloués au curateur, en cas de clôture de la faillite pour insuffisance d'actif, l'orateur se plaide en faveur d'attribuer une certaine marge de manœuvre à la juridiction saisie. Il serait imaginable qu'un système avec des seuils serait mis en place, afin de donner une rémunération additionnelle lorsque les travaux effectués par le curateur sont complexes.

Mme Sam Tanson (Ministre de la Justice, déi gréng) préconise de discuter de ce point avec les représentants de l'Ordre des avocats, tout en supprimant les libellés des articles 487-1, 487-2 et 487-3 du projet de loi amendé. Les dispositions sur la procédure de débet seront réexaminées dans le futur proche.

26 30) L'article 491 est abrogé.

Commentaire :

¹ En cas de clôture pour insuffisance d'actif, le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale allouera aux curateurs suivant la nature et l'importance des soins donnés, des honoraires dont le montant ne peut être inférieur à 1.000 euros, sans pouvoir dépasser 3.000 euros.

L'abrogation de l'article 491 ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

27 31) L'article 492 est modifié comme suit :

« **Art. 492.** Les curateurs pourront, avec l'autorisation du juge-commissaire, et le failli **personne physique ou les gérants ou administrateurs du failli personne morale** dûment appelés par **lettre recommandée, télécopieur, courriel ou tout autre moyen de communication** ~~voie d'assignation~~, transiger sur toutes les contestations qui intéressent la masse, même sur celles qui sont relatives à des actions et droits immobiliers.

Lorsque la transaction portera sur des droits immobiliers, ou quand son objet sera d'une valeur indéterminée ou qui excède **12 500 7,44** euros, la transaction ne sera obligatoire qu'après avoir été homologuée, sur le rapport du juge-commissaire. Si la contestation sur laquelle il aura été transigé était de la compétence du tribunal civil, la transaction sera homologuée par ce tribunal.

Le failli sera appelé par ~~voie d'assignation~~ **lettre recommandée** à l'homologation ; il aura, dans tous les cas, la faculté de s'y opposer. Son opposition suffira pour empêcher la transaction, si elle a pour objet des biens immobiliers.

Les curateurs pourront aussi, avec l'autorisation du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, le failli dûment appelé par ~~voie d'assignation~~ **lettre recommandée, télécopieur, courriel ou tout autre moyen de communication**, déférer le serment litisdécisoire à la partie adverse, dans les contestations dans lesquelles la faillite sera engagée. »

Commentaire :

Quant au seuil des transactions à homologuer par le juge saisi, le tribunal d'arrondissement donne à considérer que : « (...) *Le tribunal est dès lors réticent quant à une augmentation du montant en dessous duquel les transactions ne seront plus homologuées. En effet, la majeure partie des transactions conclues sont des transactions dont le montant en cause ne dépasse pas 12.500 – EUR. Il n'est pas opportun d'en laisser la responsabilité aux seuls curateur et juge-commissaire. (...)* ».

La commission parlementaire constate que le législateur belge a adapté le seuil en la matière à un montant de 50.000 euros. Elle juge cependant utile de maintenir, dans la loi en projet, le montant de 12.500 euros, ayant obtenu l'aval du Conseil d'Etat.

Quant à la convocation par lettre recommandée, il est précisé que ce moyen de communication permet de vérifier si le failli a été touché.

28 32) L'article 493 est modifié comme suit:

« **Art. 493.** Les curateurs peuvent employer le failli pour faciliter et éclairer leur gestion. Le juge-commissaire fixe les conditions de son travail. »

Commentaire :

Le point 32) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

29 33) L'article 494 est modifié comme suit:

« **Art. 494.** En toute faillite, les curateurs, dans les six semaines de leur entrée en fonctions, sont tenus de remettre au juge-commissaire un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir. Ils doivent également répondre dans un délai de trois mois à tout questionnaire relatif à la faillite remis par le procureur d'Etat.

~~**Le juge-commissaire transmet immédiatement le mémoire avec ses observations au procureur d'Etat. S'il ne lui a pas été remis dans le délai prescrit par les curateurs, il en prévient le procureur d'Etat, et lui indique les causes du retard. »**~~

Commentaire :

Le point 33) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

30 34) L'article 495-1 est modifié comme suit :

« **Art. 495-1.** Lorsque la faillite d'une personne morale fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut décider, en cas de faute **grave et caractérisée [dont l'inexécution répétée d'obligations légales] de gestion ayant contribué à cette insuffisance d'actif**, à la requête du curateur ou du Procureur d'Etat, que le montant de cette insuffisance d'actif sera supportée, en tout ou en partie, par tous les dirigeants de droit ou de fait, ou par certains d'entre eux, ayant **contribué commis à la faillite cette faute grave de gestion, [sauf à ces derniers d'établir que cette faute n'a pas contribué à l'insuffisance d'actif]**. En cas de pluralité de dirigeants, le tribunal peut, par décision motivée, les déclarer solidairement responsables.

L'action se prescrit par trois ans à partir de la vérification définitive des créances. »

Commentaire :

Le point 34) est étroitement lié au point 6) portant adaptation de l'article 444-1 du Code de commerce. Le point sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

31 35) L'article 496 est modifié comme suit:

« **Art. 496.** Les créanciers du failli sont tenus de déposer au greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale la déclaration de leurs créances avec leurs titres, dans le délai fixé au jugement déclaratif de la faillite. Le greffier en tient état et en donne récépissé.

Les créanciers sont avertis à cet effet par les publications **et affiches** prescrites par l'article 472. ~~**pour la première vérification. Ils le sont, pour toute vérification ultérieure, par courriers que les curateurs leur adressent aussitôt qu'ils sont connus. Ce courrier indique les jours et heures fixés pour la vérification des créances. En cas de débats de contestations à naître de cette vérification, les créanciers sont convoqués par voie de recommandé.**~~

~~**A cet effet, les créanciers, ainsi que le failli personne physique ou les gérants et administrateurs du failli personne morale ou les dirigeants de la société sont tenus d'aviser les curateurs de tout changement d'adresse. A défaut, les convocations, toutes significations et toutes informations sont censées valablement faites à la dernière adresse que l'intéressé a communiquée aux curateurs.**~~

Pour les créanciers qui n'ont pas élu domicile dans la commune où siège le tribunal, la convocation se fait au greffe du tribunal compétent. »

Commentaire :

La commission parlementaire juge utile de tenir compte des observations formulées par le tribunal d'arrondissement dans le cadre de son avis complémentaire. Dans l'ancienne version, le texte faisait référence à une « *circulaire* » mais qui n'existe pas en pratique. Les créanciers sont informés par la publication de toute évidence et par la suite, une fois la vérification faite, notamment si la créance est contestée.

32 36) L'article 497 est supprimé.

« Art. 497. S'il existe des créanciers, résidant ou domiciliés hors du Grand-Duché, à l'égard desquels le délai fixé par le jugement déclaratif de la faillite serait trop court, le juge-commissaire le prolongera à leur égard selon les circonstances; il sera fait mention de cette prolongation dans les circulaires adressées à ces créanciers, conformément à l'article 496. »

Commentaire :

La suppression de l'article 497 fait suite à une recommandation formulée par le tribunal d'arrondissement.

33 37) L'article 498 est modifié comme suit:

« **Art. 498.** La déclaration de chaque créancier énonce ses nom, prénoms, profession et domicile, le montant et les causes de sa créance, les privilèges, hypothèques ou gages qui y sont affectés et le titre d'où elle résulte.

Les créanciers sont tenus d'aviser les curateurs de tout changement d'adresse. A défaut, les convocations sont censées valablement faites à la dernière adresse que l'intéressé a communiqué aux curateurs.

Cette déclaration est terminée par une affirmation conçue dans les termes suivants: „J'affirme que ma présente créance est sincère et véritable“.

Elle est signée par le créancier, ou en son nom par son fondé de pouvoir; dans ce cas, la procuration est annexée à la déclaration, et elle doit énoncer le montant de la créance et contenir l'affirmation prescrite par le présent article. »

Commentaire :

Le point 37) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

34 38) L'article 499 est abrogé.

Commentaire :

L'abrogation de l'article 499 ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Les articles 500 et 501 seront examinés lors d'une prochaine réunion.

37 41) L'article 502 est modifié comme suit:

« **Art. 502.** Dans la séance fixée pour la vérification, toute créance déclarée qui est contestée ou qui n'a pas encore été admise est examinée contradictoirement. Les curateurs signent sur le titre de chacune des créances admises et non contestées la déclaration suivante: Admis au passif de la faillite de ... pour la somme de ... le ...

Le juge-commissaire vise la déclaration; il renvoie au tribunal toutes les contestations relatives aux créances non admises. Toutefois, S'il y a des contestations qui, à raison de la matière, ne sont pas de la compétence du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, elles sont renvoyées devant le juge compétent, pour la décision du fond, et devant le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, pour y être statué, conformément à l'article 504. »

Commentaire :

La modification de l'article sous rubrique est étroitement liée à la scission du projet de loi sous rubrique en deux projets de loi distincts.

38 42) L'article 503 est modifié comme suit :

« **Art. 503.** Le failli et les créanciers vérifiés ou portés au bilan pourront assister à la vérification des créances et fournir des contredits aux vérifications, faites et à faire. Après la vérification, les contredits aux vérifications faites et comprises dans ce procès-verbal ne pourront, à peine de nullité, être formés que par actes signifiés aux créanciers déclarants, et déposés au greffe avec les pièces justificatives au plus tard deux jours avant l'audience fixée pour les débats sur les contestations.

Les contredits aux vérifications qui seraient faites après la vérification devront, sous la même peine, être signifiés dans les dix jours qui suivront l'admission de la créance contestée. Toutefois, ce délai ne courra, à l'égard des créanciers admis postérieurement à cette dernière époque, qu'à compter de la vérification de leurs créances. »

Commentaire :

La modification de l'article sous rubrique recueille l'accord unanime des membres de la commission parlementaire.

39 43) L'article 504 est modifié comme suit:

« **Art. 504.** Les débats sur les contestations ont uniquement lieu sur demande du créancier dûment averti par voie de recommandé que sa déclaration a été contestée dans le cadre d'une vérification de créances.

Le créancier doit en faire la demande par voie de requête auprès du greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale. La requête doit contenir la motivation sur base de laquelle le créancier estime que sa déclaration devrait être admise. La requête est portée à la connaissance du curateur par le greffe. Une date pour les débats est fixée et le créancier en est informé par le greffe.

Les débats sur les contestations, à l'exception des débats portant sur les déclarations salariales, qui sont de la compétence du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale ont uniquement lieu sur demande du créancier dûment averti par le curateur par voie de lettre recommandée dans un délai de 15 jours à partir de la vérification de sa créance que sa déclaration a été contestée.

Le créancier doit en faire la demande, sous peine de forclusion dans un délai de 40 jours à partir de la date d'envoi du recommandé, par voie de requête auprès du greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale.

Au jour fixé, ~~soit par le jugement déclaratif~~ pour les débats sur les contestations, ~~soit par le greffe sur demande du créancier~~, le juge-commissaire fait son rapport, et le tribunal ainsi saisi, statue par jugement sur les contestations, sans attendre l'expiration des délais qui auront été prolongés en vertu de l'article 497, procédera sans citation préalable, par urgence, toutes affaires cessantes, et, s'il est possible, par un seul jugement, à la décision de toutes les contestations relatives à la vérification des créances. Ce jugement sera rendu après avoir entendu contradictoirement, s'ils se présentent, les curateurs, le failli et les créanciers opposants et déclarants.

Les contestations qui ne pourront recevoir une décision immédiate seront disjointes; celles qui ne seront pas de la compétence du tribunal seront renvoyées devant le juge compétent. Le tribunal pourra toutefois, dans l'un et l'autre cas, décider par provision que les créanciers contestés seront admis dans les délibérations pour la formation du concordat, pour une somme qui sera déterminée par le même jugement. S'il ne statue pas à cet égard, les créanciers contestés ne pourront prendre part aux opérations de la faillite tant qu'il ne sera intervenu de décision sur le fond de la contestation.

Aucune opposition ne sera reçue contre le jugement porté en exécution du présent article, ni contre ceux qui statueront ultérieurement sur les contestations disjointes. Le jugement qui prononcera une admission provisionnelle de créanciers contestés ne sera, en outre, susceptible ni d'appel ni de requête civile. »

Commentaire :

La commission parlementaire prend acte des observations critiques formulées par le Conseil d'Etat et les autorités judiciaires à l'encontre du libellé amendé. Par conséquent, il est proposé de reformuler le libellé sous rubrique.

42 45) Le chapitre V. – Du Concordat est abrogé.

Commentaire :

Le point 45) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

43 46) L'article 528 est modifié comme suit:

« **Art. 528.** Les curateurs continueront à représenter la masse des créanciers, et ~~procéderont~~ procèdent à la liquidation de la faillite; ils ~~feront~~ font vendre les immeubles, les marchandises et effets mobiliers, et liquident ~~liquideront~~ les dettes actives et passives; le tout sous la surveillance du juge-commissaire, en se conformant aux dispositions ~~des l'articles~~ des l'articles 479 et 480, et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli.

Ils pourront transiger, de la manière prescrite par l'article 492, sur toute espèce de droits

appartenant au failli, nonobstant toute opposition de sa part. »

Commentaire :

Le point 46) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

44 47) Les articles 529 à 532 sont abrogés.

Commentaire :

Le point 47) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

45 48) L'article 533 est modifié comme suit:

« **Art. 533.** Lorsque la liquidation de la faillite sera terminée, les créanciers, **admis au passif,** sont convoqués par le curateur **par voie de recommandé.** Le compte des curateurs est joint à cette convocation.

Dans cette assemblée, le compte est débattu, le failli présent ou dûment appelé par exploit d'huissier. Le reliquat du compte formera la dernière répartition. En cas de contestation, le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale se prononcera, sur le rapport du juge-commissaire **il sera procédé comme il est dit à l'article 519, paragraphe 3.** »

Commentaire :

Le tribunal d'arrondissement estime, dans le cadre de son avis consultatif, qu'il n'est pas requis que le failli soit appelé par exploit d'huissier mais qu'il pourra être convoqué selon les mêmes formes que les créanciers.

Les membres de la commission parlementaire appuient cette recommandation. Par conséquent, le libellé sera adapté en ce sens.

49) L'article 535 est abrogé.

Commentaire :

Le point 49) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

46 50) Article 536

Commentaire :

Cet article est mis en suspens alors qu'une nouvelle proposition de texte est en voie d'élaboration.

47 51) L'article 536-1, alinéa 1^{er}, est modifié comme suit:

« En cas de clôture de la faillite pour insuffisance d'actif, les frais exposés par le curateur

seront taxés par le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale. Ce dernier réglera les honoraires suivant la nature et l'importance des soins apportés par le curateur, sans que ces honoraires puissent être inférieurs à un minimum ni supérieurs à un maximum à fixer par règlement grand-ducal. ~~Il pourra taxer avant la clôture de la faillite pour insuffisance d'actifs, les frais exposés par le curateur immédiatement après le jugement déclaratif de la faillite.~~ »

Commentaire :

Le point 51) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

52) L'article 541 est modifié comme suit :

« Art. 541. ~~Nonobstant le concordat,~~ Les créanciers conservent leur action pour la totalité de leur créance contre les coobligés du failli. »

Commentaire :

Le point 52) ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

48 53) L'article 564 est modifié comme suit :

« Art. 564. S'il n'y a pas de ~~procédure poursuites~~ en expropriation des immeubles, les curateurs seuls sont admis à poursuivre la vente ; ils sont tenus d'y procéder dans les meilleurs délais, sous l'autorisation du juge-commissaire, conformément aux dispositions spéciales réglant la matière.

Les curateurs peuvent toujours arrêter les poursuites commencées, en procédant dans les mêmes formes, avec l'autorisation du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, le failli appelé par ~~pli recommandé par exploit d'huissier~~, à la vente des immeubles saisis.

Ils font, dans ce cas, notifier au créancier poursuivant et au failli, huit jours au moins avant la vente, les lieu, jour et heure auxquels il est procédé.

Semblable notification est faite dans le même délai à tous les créanciers inscrits en leur domicile élu dans le bordereau d'inscription. »

Commentaire :

Le tribunal d'arrondissement donne à considérer que le point de départ du délai de quinzaine n'est plus précisé dans le cadre du projet de loi amendé (toute référence au concordant ayant été supprimée).

Il serait opportun de supprimer ce délai, étant précisé qu'une vente d'un immeuble ne saurait être enfermée dans des délais trop courts.

L'alinéa 2 ne trouve application que dans l'hypothèse, très peu fréquente, où une procédure en expropriation a déjà été en cours. Le tribunal rappelle ses précédentes observations à cet égard et se demande s'il est opportun de convoquer le failli par exploit d'huissier à un acte notarié.

Les membres de la commission parlementaire juge utile de préciser qu'en l'absence d'un délai fixe, cette action devra être mise en œuvre dans les meilleurs délais. Ils estiment qu'il est dans l'intérêt du curateur que cette vente se déroulera rapidement, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de prévoir un tel délai fixe.

En outre, les membres de la commission parlementaire estiment que le pli recommandé est plus fiable que des moyens de communications électroniques comme des courriels.

49) Le Titre II est modifié comme suit:

TITRE II. – De la banqueroute

55) L'intitulé du titre III du Livre III du Code de commerce est modifié comme suit :

« TITRE III. – De la réhabilitation »

Commentaire :

La modification sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

63 56) L'article 591 est supprimé.

« Art. 591. Ne sont point admis à la réhabilitation, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, faux, concussion, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, dépositaires, tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'ont pas rendu et soldé leurs comptes. Peut être admis à la réhabilitation, le banqueroutier simple qui a subi la peine à laquelle il a été condamné. »

57) L'article 592 est transféré dans le projet de loi 6539 B.

Commentaire :

En raison de la scission du projet de loi amendé en deux projets de loi distincts, à savoir le projet de loi 6539 A et 6539 B, l'article peut être supprimé. La modification sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

TITRE 3 - Dispositions diverses et modificatives

Art. [numérotation à déterminer] Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence au concordat préventif de la faillite s'entend comme référence à une procédure de réorganisation judiciaire, telles que prévues par la présente loi.

Commentaire :

Il est proposé d'insérer un renvoi général au concordat, suite à l'observation liminaire du Conseil d'Etat.

Quant à la remarque du Conseil d'Etat, portant sur l'absence d'une modernisation de la procédure applicable au concordat préventif de la faillite, la commission parlementaire met en balance les avantages et désavantages d'une réforme de ce point dans le cadre du projet de loi 6539. Il est décidé de ne pas réformer le concordat préventif de la faillite dans le cadre des travaux parlementaires portant sur ce projet de loi et de se focaliser sur ce point dans le cadre d'un projet de loi à part.

Art. 85. Il est inséré un paragraphe 3 à l'article 31 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat avec la teneur suivante :

« (3) Les receveurs des administrations fiscales sont déchargés de plein droit de la responsabilité du recouvrement des créances fiscales n'ayant pas pu être recouvrées suite à l'application de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et la modernisation du droit de la faillite. »

Commentaire :

La modification sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 87 86. Art. 489. Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront condamnés à un emprisonnement d'un mois à deux ans. Les banqueroutiers pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24. »

Art. 86. Les fonctionnaires des administrations fiscales sont déchargés de leur obligation relative au secret fiscal portant sur les informations échangées dans le cadre de la présente loi.

Commentaire :

La modification sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 87. Les réductions des valeurs ou des provisions en rapport avec les créances sur les cocontractants pour lesquels un plan de réorganisation a été homologué ou un accord amiable a été constaté par le tribunal en vertu de la présente loi sont acceptées pour les besoins de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Commentaire :

La modification sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 88. La Section I^{re} du Chapitre II du Titre IX du Livre II du Code pénal est modifiée comme suit :

« Art. 489. Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront condamnés à un emprisonnement d'un mois à deux ans. Les banqueroutiers pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'article 24. »

Est déclaré banqueroutier simple et puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 251 à 25.000 euros, tout commerçant failli **ou dirigeant de droit ou de fait d'une société commerciale en état de faillite** qui se trouvera dans l'un des cas suivants:

- 1° si les dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives;
- 2° s'il a consommé de fortes sommes au jeu, à des opérations de pur hasard, ou à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises;
- 3° si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous du cours; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, et autres moyens ruineux de se procurer des fonds;
- 4° s'il a supposé des dépenses ou des pertes ou s'il ne justifie pas de l'existence ou de l'emploi de l'actif de son dernier inventaire **ou bilan** et des deniers, valeurs, meubles et effets, de quelque nature qu'ils soient, qui lui seraient venus postérieurement;
- 5° ~~si, après la cessation de ses paiements,~~ dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, il a payé ou favorisé un créancier au préjudice de la masse.

Les banqueroutiers simples pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 24.

~~6° s'il a soustrait en tout ou en partie les livres ou documents comptables visés aux articles 9, 14 et 15 du Code de commerce, ou s'il en a frauduleusement enlevé, effacé ou altéré le contenu;~~

~~7° s'il a détourné ou dissimulé une partie de son actif;~~

~~8° si, dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, il s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.~~

Art. 490.

Est encore déclaré banqueroutier simple et puni des peines prévues à l'article 489 de la même peine, tout commerçant failli ou dirigeant de droit ou de fait d'une société commerciale qui se trouve dans l'un des cas suivants :

1° s'il a contracté pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables, eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés;

2° si, ayant dérogé par contrat aux dispositions du régime matrimonial légal, il ne s'est pas conformé à l'article 69 du Code de commerce;

3° s'il n'a pas fait l'aveu de la cessation de ses paiements dans le délai prescrit par l'article 440 du code de commerce; si cet aveu ne contient pas les noms de tous les associés solidaires; si, en le faisant, il n'a pas fourni les renseignements et éclaircissements exigés par l'article 441 du même code, ou si ces renseignements ou éclaircissements sont inexacts;

[4° s'il s'est absenté sans l'autorisation du juge-commissaire ou si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas rendu en personne aux convocations qui lui ont été faites par le juge-commissaire ou par les curateurs;]

5° s'il n'a pas tenu les livres prescrits par l'article 9 du Code de commerce; s'il n'a pas fait l'inventaire exigé par l'article 15 du même code; si ses livres et inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active et passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude.

Art. 490-1.

Sont condamnés aux peines prévues à l'article 489 de la banqueroute simple:

1° ceux qui, dans l'intérêt du failli, ont soustrait, dissimulé ou recelé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles;

2° ceux qui ont frauduleusement présenté dans la faillite et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personne, des créances supposées ou exagérées;
3° le créancier qui a stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui a fait un traité particulier duquel résulterait, en sa faveur, un avantage à la charge de l'actif du failli;

4° le curateur qui s'est rendu coupable de malversation dans sa gestion.

Les coupables sont, en outre, condamnés à une amende égale à la valeur des avantages illégalement stipulés ou aux restitutions et dommages et intérêts dus à la masse des créanciers, ~~et qui ne peut être moindre de « 2,5 euros ».~~

Art. 490-2.

Sont condamnés aux peines prévues à l'article 489 de la banqueroute simple, les dirigeants de droit ou de fait des sociétés commerciales qui n'ont pas fourni les renseignements qui leur ont été demandés, soit par le juge-commissaire, soit par les curateurs, ou qui ont donné des renseignements inexacts.
Il en est de même de ceux qui, sans empêchement légitime, ne se sont pas rendus à la convocation du juge-commissaire ou du curateur.

Art. 490-3.

Est déclaré banqueroutier frauduleux et condamné à un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 500 à 50.000 euros, tout commerçant failli ou dirigeant de droit ou de fait d'une société commerciale en état de faillite qui se trouvera dans l'un des cas suivants:

1° s'il a soustrait en tout ou en partie les livres ou documents comptables visés aux articles 9, 14 et 15 du Code de commerce, ou s'il en a frauduleusement enlevé, effacé ou altéré le contenu;

2° s'il a détourné ou dissimulé une partie de son actif;

3° si, dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, il s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

Art. 490-4.

Dans les cas prévus par les articles 490-1 et 490-3, la Cour ou le tribunal saisi statue d'office, lors même qu'il y aurait acquittement:

1° d'office sur la réintégration à la masse des créanciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits;

2° sur les dommages-intérêts qui seraient demandés et que le jugement ou l'arrêt arbitrera.

Les conventions seront, en outre, déclarées nulles à l'égard de toutes personnes et même à l'égard du failli.

Le créancier est tenu de rapporter, à qui de droit, les sommes ou valeurs qu'il a reçues en vertu des conventions annulées.

Art. 490-5.

Dans le cas où l'annulation des actes ou conventions frauduleux mentionnés aux articles 490-1 et 490-3 serait poursuivie par la voie civile, l'action sera portée devant le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale dans le ressort duquel la faillite s'est ouverte.

Art. 490-6.

Les frais de poursuite en banqueroute simple ou frauduleuse ne pourront être mis à la charge de la masse qu'en cas d'acquiescement, lorsque les curateurs, à ce autorisés par une délibération prise à la majorité individuelle des créanciers présents, se seront portés partie civile.

Art. 490-7.

Tous arrêts ou jugements de condamnation rendus en vertu des articles 489 à 490-3 seront publiés [par extraits] dans deux journaux édités au Luxembourg, désignés par le tribunal de la manière et suivant les formes établies par l'article 472, et aux frais des condamnés.

Le tribunal peut également procéder à la publication, visée à l'alinéa 1^{er}, sur le site internet des autorités judiciaires.

Art. 490-8.

Dans tous les cas de poursuite et de condamnation pour banqueroute simple ou frauduleuse, les actions civiles, autres que celles dont il est parlé à l'article 490-4, resteront séparées, et toutes les dispositions relatives aux biens prescrites pour la faillite, seront exécutées, sans qu'elles ne puissent être attribuées ni évoquées aux tribunaux de police correctionnelle, ni à la Cour d'assises, tribunaux d'arrondissement, ni aux tribunaux de police.

Art. 490-9.

Seront cependant tenus les mans à la faillite de remettre au procureur d'Etat ministère public les pièces, titres, papiers et renseignements qui leur seront demandés. Ces pièces, titres et papiers seront, pendant le cours de l'instruction, tenus en état de communication par la voie du greffe; cette communication aura lieu sur la réquisition des curateurs, qui pourront y prendre des extraits privés ou en requérir d'authentiques qui leur seront délivrés sur papier libre et sans frais par le greffier.

Les pièces, titres et papiers dont le dépôt judiciaire n'aura pas été ordonné, seront, après l'arrêt ou le jugement, remis aux curateurs, qui en donneront décharge. »

Art. 89. Les articles L. 125-1, L. 127-4 et L. 512-11 du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Art. L. 125-1.

(1) Sans préjudice des dispositions du chapitre VII ci-après, le contrat de travail est résilié avec effet immédiat en cas de cessation des affaires par suite de décès, d'incapacité physique ou de déclaration en état de faillite de l'employeur. En cas de transfert d'entreprise au sens des dispositions du même chapitre VII, les contrats résiliés renaissent de plein droit au moment de la reprise des affaires suite au transfert, dans les conditions visées aux articles L. 127-3 à L. 127-5 sauf s'il s'agit de licenciements à intervenir pour des raisons économiques, techniques ou d'organisation impliquant des changements sur le plan de l'emploi à condition qu'il s'agisse d'une procédure de réorganisation judiciaire moyennant transfert par décision de justice prévue à l'article 54 de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite. Dans

cette dernière hypothèse, la reprise des affaires doit cependant intervenir dans les trois mois à partir de la cessation des affaires. Ce délai peut être prolongé ou réduit par la convention visée au paragraphe (2) de l'article L. 127-5.

Sauf continuation des affaires par le curateur ou le successeur de l'employeur, le salarié a droit:

1. au maintien des salaires se rapportant au mois de la survenance de l'événement et au mois subséquent, et
2. à l'attribution d'une indemnité égale à cinquante pour cent des mensualités se rapportant au délai de préavis auquel le salarié aurait pu prétendre conformément aux dispositions de l'article L. 124-3.

Les salaires et indemnités allouées au salarié conformément à l'alinéa qui précède ne peuvent toutefois excéder le montant des salaires et indemnités auxquelles il aurait pu prétendre en cas de licenciement avec préavis.

(2) Le contrat de travail prend fin par le décès du salarié.

Peuvent toutefois prétendre au maintien du salaire se rapportant à la fin du mois de la survenance de décès du salarié et à l'attribution d'une indemnité égale à trois mensualités de salaire:

1. Le conjoint survivant contre lequel il n'existe pas de jugement de divorce ou de séparation de corps passé en force de chose jugée ou la personne survivante ayant vécu au moment du décès avec l'assuré en partenariat déclaré dans le respect des conditions prévues par la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets de certains partenariats,
2. les enfants mineurs du salarié décédé et les enfants majeurs dont il a assumé au moment de son décès l'entretien et l'éducation, sinon
3. les ascendants ayant vécu en communauté domestique avec le salarié à condition que leur entretien fût à sa charge. Si le salarié décédé a eu la jouissance d'un logement gratuit, l'employeur doit laisser ce logement gratuitement à la disposition des personnes visées à l'alinéa qui précède jusqu'à l'expiration des trois mois qui suivent celui de la survenance du décès. »

« Art. L. 127-4.

(1) Le transfert d'une entreprise, d'un établissement ou d'une partie d'entreprise ou d'établissement ne constitue pas en lui-même un motif de licenciement pour le cédant ou le cessionnaire.

(2) Si le contrat de travail ou la relation de travail est résilié du fait que le transfert entraîne une modification substantielle des conditions de travail au détriment du salarié, la résiliation du contrat de travail ou de la relation de travail est considérée comme intervenue du fait de l'employeur.

(3) Le paragraphe 1^{er} ne fait pas obstacle à des licenciements pouvant intervenir pour des raisons économiques, techniques ou d'organisation impliquant des changements sur le plan de l'emploi à condition qu'il s'agisse d'une procédure de réorganisation judiciaire moyennant transfert par décision de justice prévue à l'article 54 de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite. »

« Art. L. 512-11.

(1) Les entreprises touchées par des difficultés structurelles ou conjoncturelles particulièrement graves équivalant à un cas de force majeure sur le plan économique peuvent conclure avec les organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national des accords collectifs portant réduction des coûts de production dans l'intérêt de la sauvegarde de l'emploi.

Ces accords ne peuvent déroger dans un sens défavorable au salarié aux normes minimales inscrites dans les lois et règlements relatifs aux conditions du travail et à la protection des salariés dans l'exercice de leur profession **à moins qu'il s'agisse de l'application de l'article 44 de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite.**

Le cas échéant, ils peuvent être conclus avant l'arrivée du terme contractuel de la convention collective de travail liant l'entreprise, ceci par dérogation aux dispositions de l'article L. 162-9.

(2) Sont fondées à faire usage de la faculté ouverte au paragraphe (1), les entreprises qui peuvent faire état de mesures internes de lutte contre le chômage et le sous-emploi et qui, en outre, ont sollicité et obtenu pour une durée minimale de six mois l'application des dispositions des articles 511-3 et 512-8.

Le Comité de coordination tripartite émet un avis quant au bien-fondé d'une demande d'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord collectif portant réduction des coûts de production dans l'intérêt de la sauvegarde des emplois.

(3) Les accords collectifs portant réduction des coûts de production dans l'intérêt de la sauvegarde des emplois conclus entre une entreprise et les organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national ne prennent effet qu'après avoir obtenu l'homologation du ministre ayant le Travail dans ses attributions.

Ces accords peuvent être déclarés d'obligation générale pour l'ensemble des employeurs et du personnel de la profession pour laquelle ils ont été conclus. La déclaration d'obligation générale se fait dans les formes et suivant la procédure inscrites à l'article L. 164-8. »

Commentaire :

Les dispositions portant sur le droit du travail devront être examinées de pair avec la nouvelle directive européenne en matière du droit de la faillite. Celles-ci seront examinées lors d'une prochaine réunion de la commission parlementaire.

Art. 90. Les articles 257 et 555 du Nouveau Code de procédure civile sont modifiés comme suit :

« **Art. 90.** Le Nouveau Code de procédure civile est modifié comme suit :

1° L'article 257 du Nouveau Code de procédure civile est modifié comme suit :

Art. 257.

(1) En toutes matières, les personnes, physiques ou morales, autres que celles visées au ~~premier~~ **deuxième** paragraphe, demandeurs principaux ou intervenants étrangers, sont tenues, si le défendeur le requiert, avant toute exception, de fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels elles peuvent être condamnées.

Le défendeur peut requérir que caution soit fournie, même pour la première fois, en cause d'appel, s'il est intimé.

(2) Aucune caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant d'un procès ne peut être exigée des personnes, physiques ou morales, qui ont leur domicile ou leur résidence sur le territoire :

- d'un Etat membre de l'Union européenne,
- d'un Etat membre du Conseil de l'Europe, ou
- d'un Etat avec lequel le Luxembourg est lié par une convention internationale qui stipule la dispense d'une telle caution.

2° L'article 555 de ce code est abrogé. »

Art. 91. La loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes est modifiée comme suit :

1) Les articles 1 à 5 sont insérés dans un Chapitre 1^{er} intitulé comme suit :

« Chapitre 1^{er} – Des experts, des traducteurs et des interprètes assermentés »

2) L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est modifié comme suit :

« Le ministre ayant la Justice dans ses attributions peut, en matière répressive et administrative, désigner des experts, des traducteurs et des interprètes assermentés, chargés spécialement d'exécuter les missions qui leur seront confiées par les autorités judiciaires et administratives.

Il pourra les révoquer en cas de manquement à leurs obligations ou à l'éthique professionnelle ou pour d'autres motifs graves. La révocation ne pourra intervenir que sur avis du procureur général d'Etat et après que l'intéressé aura été admis à présenter ses explications. »

3) **Il est créé un Chapitre 2 intitulé « Chapitre 2 – Des conciliateurs d'entreprise et des mandataires de justice » ainsi qu'un Chapitre 3 intitulé « Chapitre 3 – Des listes » qui comportent les articles suivants :**

« Chapitre 2 – Des conciliateurs d'entreprise et des mandataires de justice

Art. 6. Le ministre ayant la Justice dans ses attributions peut également désigner des conciliateurs d'entreprise et des mandataires de justice chargés spécialement d'exécuter les missions qui leurs seront confiées par les autorités judiciaires en application de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite.
Il pourra les révoquer dans les cas prévus à l'article 1, alinéa 2.

Art. 7. Peuvent être admises en tant que conciliateur d'entreprise ou de mandataire de justice toutes les personnes justifiant d'un cycle complet d'études supérieures en droit, en sciences économiques ou en gestion et présentant des garanties de connaissance et de compétence en matière de procédure d'insolvabilité et de procédures préventives d'insolvabilité.

Art. 8. Ils prêteront devant la chambre commerciale de la Cour supérieure de Justice, le serment de bien et fidèlement s'acquitter des fonctions qui leur sont confiées.

Ils n'ont pas à renouveler leur serment chaque fois qu'ils seront commis.

Art. 9. Les honoraires des conciliateurs d'entreprise et des mandataires de justice seront arrêtés et modifiés comme frais de justice conformément à l'article 5, à l'exception des honoraires réduits en application des articles 461 et 536-1 du Code de commerce.

Chapitre 3. Des listes

Art. 10. Les personnes désignées en application des articles 1 et 6 sont reprises sur une liste des experts assermentés, des traducteurs et interprètes assermentés, des conciliateurs d'entreprise et des mandataires de justice qui reprend le nom, prénom, l'adresse privée ou professionnelle et le numéro de téléphone.

Art. 11. Les listes coordonnées sont publiées sur le site internet du ministère de la Justice.

Les personnes désignées en application des articles 1 et 6 sont tenues de communiquer au ministre ayant la Justice dans ses attributions dans le mois toute modification par rapport aux informations inscrites. A défaut, elles sont omises de la liste jusqu'au moment où elles auront fourni l'information à jour. »

Commentaire :

Les dispositions relatives aux diplômes requis feront l'objet d'une vérification additionnelle par le ministère de la Justice.

Quant aux observations critiques soulevées par la Chambre de commerce relatives à la réglementation du taux horaire, les membres de la commission parlementaire estiment qu'une juste rémunération de ces experts s'impose. D'un côté, un taux horaire trop bas aura des répercussions négatives sur l'attractivité des professions visées par la loi prémentionnée. D'un autre côté, une augmentation significative de ces taux aura des répercussions sur l'ensemble des litiges juridictionnels, que ce soit en matière civile ou commerciale, dans lesquels un expert est désigné par la juridiction saisie.

Décision : le taux horaire sera relevé en s'inspirant des taux horaires de l'assistance judiciaire, en prévoyant la faculté que le juge saisi peut relever ce taux en cas de circonstances exceptionnelles. Il est proposé de revenir sur ce point lors d'une prochaine réunion.

Art. 92. Les articles 1200-1 et 1200-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sont modifiés comme suit :

« **Art. 1200-1.** (1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut, à la requête du **P**rocurateur d'État, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation de toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales, y compris en matière de droit d'établissement.

(2) La requête et les actes de procédure dans le cadre du présent article sont notifiés par la voie du greffe. Lorsque la société ne peut être touchée à son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg, la requête est publiée par extrait dans deux journaux imprimés au pays.

(3) En ordonnant la liquidation, le tribunal nomme un juge-commissaire ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs. Il arrête le mode liquidation. Il peut rendre applicables, dans la mesure qu'il détermine, les règles régissant la liquidation de la faillite. Le mode de liquidation peut être modifié par décision ultérieure, soit d'office, soit sur requête du ou des liquidateurs.

(4) Les décisions judiciaires prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation d'une société sont publiées par extrait au **Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du titre Ier, chapitre Vbis de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises**. Le tribunal peut, en outre, et en dehors des publications à faire dans les journaux imprimés au pays, en ordonner la publication par extrait dans des journaux étrangers qu'il désigne.

Les publications sont faites à la diligence du ou des liquidateurs.

(5) Le tribunal peut décider que le jugement prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation est exécutoire par provision.

(6) En cas d'absence ou d'insuffisance d'actif, constatée par le juge-commissaire, les frais et honoraires des liquidateurs qui sont arbitrés par le tribunal sont à charge de l'État et liquidés comme frais judiciaires.

(7) Le délai pour interjeter appel du jugement de mise en liquidation d'une société commerciale soumise au droit luxembourgeois est de quarante jours, à compter de la signification. L'appel est introduit par exploit d'huissier contenant comparution à date fixe et est instruit et jugé d'urgence à bref délai selon la procédure orale.

(7 8) Les actions contre les liquidateurs se prescrivent par cinq ans à partir de la publication de la clôture de la liquidation.

Art. 1200-2.

(1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut, à la requête du procureur d'État, prononcer la fermeture de tout établissement au Grand-Duché de Luxembourg d'une société étrangère qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales, y-compris en matière de droit d'établissement.

(2) La requête et les actes de procédure dans le cadre du présent article sont notifiés par la voie du greffe. Lorsque la société ne peut être touchée à son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg, la requête est publiée par extrait dans deux journaux imprimés au pays. Le tribunal peut, en outre, en ordonner la publication par extrait dans des journaux étrangers qu'il désigne.

(3) Les décisions judiciaires prononçant la fermeture de l'établissement d'une société étrangère sont publiées par extrait au **Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du titre Ier, chapitre Vbis de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises**. Le tribunal peut, en outre, et en dehors des publications à faire dans les journaux imprimés au pays, en ordonner la publication par extrait dans des journaux étrangers qu'il désigne. Les publications sont faites à la diligence du procureur d'État.

(4) Les jugements prononçant la fermeture de l'établissement au Grand-Duché de Luxembourg d'une société étrangère sont exécutoires par provision.

(5) Le délai pour interjeter appel du jugement de fermeture d'un établissement d'une société étrangère est de quarante jours, à compter de la signification. L'appel est introduit par exploit d'huissier contenant comparution à date fixe et est instruit et jugé à bref délai d'urgence selon la procédure orale.

(5 6) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 1 250 euros à 125 000 euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui viole une décision de fermeture judiciaire prononcée conformément au présent article. »

Commentaire :

Les modifications à l'endroit de l'article 92 du projet de loi ne suscitent aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Quant à la formulation de celui-ci, il y a lieu d'aligner la terminologie à celle employée au sein du titre 1^{er} du projet de loi sous rubrique.

Art. ~~88~~ 93. L'article 97 de la loi modifiée du 8 janvier 1962 concernant la lettre de change et le billet à ordre est modifié comme suit :

« **Art. 97.** Dans les dix premiers jours de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement envoient au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale dans le ressort duquel le protêt a été dressé, ainsi qu'au secrétariat du Comité de conjoncture, à la Chambre de commerce et la Chambre des métiers un tableau des protêts des lettres de change acceptées et des billets à ordre enregistrés dans le mois précédent. Ce tableau contient:

1° la date du protêt;

2° les nom, prénoms, profession et domicile de celui au profit duquel l'effet est créé ou du tireur;

3° les nom, prénoms, profession et domicile du souscripteur du billet à ordre ou de l'accepteur de la lettre de change;

4° la date de l'échéance;

5° le montant de l'effet; et

6° la réponse donnée au protêt.

Semblable tableau est également envoyé au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale du souscripteur d'un billet à ordre ou de l'accepteur d'une lettre de change, si ce domicile est situé dans le Grand-Duché de Luxembourg dans un ressort judiciaire autre que celui où le paiement doit être effectué.

Ces tableaux restent déposés aux greffes respectifs desdits tribunaux ainsi qu'à la Chambre de commerce et la Chambre des métiers où **chacun toute personne intéressée** peut en prendre connaissance. »

Commentaire :

Les modifications à l'endroit de l'article 93 du projet de loi ne suscitent aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 89 94. Les articles 13 et 14 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont modifiés comme suit:

« **Art. 13.** Sont également à inscrire au registre de commerce et des sociétés, sous forme d'extraits:

- 1) le contrat de mariage et les changements apportés au régime matrimonial d'un commerçant personne physique;
- 2) la décision judiciaire irrévocable prévue à l'article 223 du Code civil interdisant à un époux le droit d'exercer un commerce ou une profession ou industrie de nature commerciale, ainsi que l'opposition faite par un époux conformément à l'article 223, alinéa 4 du Code civil et la décision rendue sur cette opposition par le président siégeant en référé;
- 3) les décisions judiciaires concernant les commerçants personnes physiques et portant ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle, les décisions judiciaires irrévocables ordonnant la mainlevée de ces mesures; les décisions judiciaires prononçant le divorce, la séparation de corps ou de biens; celles admettant le débiteur au bénéfice de la cession;
- 4) les jugements et arrêts déclaratifs de faillite, d'homologation ou de résolution du concordat obtenu par le failli;
- 5) les arrêts portant réhabilitation du failli;
- 6) les décisions judiciaires concernant la procédure de réorganisation judiciaire;
- 7) les décisions judiciaires prononçant la dissolution, ordonnant la liquidation d'une société, d'un groupement d'intérêt économique, d'un groupement européen d'intérêt économique et des autres personnes morales immatriculées et portant nomination d'un liquidateur;
- 8) les décisions judiciaires prononçant la fermeture d'un établissement au Grand-Duché de Luxembourg d'une société étrangère;
- 9) les décisions judiciaires prononçant une interdiction conformément à l'article 444-1 du Code de commerce;
- 10) les décisions judiciaires portant nomination et fin de mandat **d'un administrateur provisoire ou d'un séquestre d'un administrateur provisoire;**
- ~~11 10) les décisions de liquidation volontaire;~~
- ~~11 12) les décisions judiciaires émanant d'autorités judiciaires étrangères en matière de faillite, concordat ou autre procédure analogue conformément au règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité;~~
- ~~12) les décisions de liquidation volontaire;~~
- ~~13) les démissions de mandataires légaux ou de personnes chargées du contrôle des comptes ainsi que les dénonciations de siège telles que prescrites à l'article 3 de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés ;~~
- ~~14) la nomination et la cessation de fonction des dépositaires des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions désignés en application de l'article 430-6 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.~~

Art. 14. Les inscriptions prévues à l'article 13 sont à faire à la diligence:

- a) du notaire instrumentant dans le cas prévu sous 1);
- ~~b) des greffiers respectifs dans les cas prévus sous 2) à 10);~~
- ~~c) de l'organe ayant désigné le ou les liquidateurs dans le cas prévu sous 11);~~
- ~~d) des syndics ou de toute autorité habilitée dans le cas prévu sous 12).~~
- b) dans les cas prévus sous 2) à 10), des greffiers des juridictions visées à

l'article 13 :

c) des syndicats ou de toute autorité habilitée dans le cas prévu sous 11).

d) de l'organe ayant désigné le ou les liquidateurs dans le cas prévu sous 12) ;

e) du domiciliataire, de la personne démissionnaire ou de leur mandataire dans les cas prévus sous 13).

f) de la personne immatriculée ou de son mandataire dans le cas prévu sous 14).

Les inscriptions comprennent les nom, prénoms, date et lieu de naissance, ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination ou la raison sociale des tuteurs, curateurs, ~~commissaires à la gestion contrôlée,~~ **administrateurs provisoires, séquestre, mandataires de justice,** liquidateurs et syndicats ainsi que l'étendue de leurs pouvoirs. »

Commentaire :

Quant au fond, les remarques formulées par le Conseil d'Etat ont été prises en compte. A noter que cet article du projet de loi fera l'objet d'une scission et sera réintégré dans le projet de loi n°6538 B.

Art. 90 95. L'article 7, alinéa 2, de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance est modifié comme suit :

« Le paiement est obligatoire même si l'entrepreneur principal est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de réorganisation judiciaire. »

Commentaire :

L'article sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 94 96. A l'article 1^{er}, point 11) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, les mots « par un concordat » sont remplacés par les mots « par un accord collectif » en application de la loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite.

Commentaire :

L'article sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 92. L'article 167 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifié comme suit:

« Sont punis de la même peine, les gérants ou administrateurs qui ont accordé aux actionnaires des avances ou qui, en l'absence d'inventaires, malgré les inventaires au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré la répartition aux actionnaires de dividendes ou d'intérêts non prélevés sur les bénéfices réels ainsi que les administrateurs qui contreviennent aux dispositions de l'article 72-2.

Ne sont pas visés à l'alinéa précédent les opérations d'avance aux actionnaires lorsque ces opérations entrent dans l'objet de la société et constituent des opérations courantes conclues à des conditions normales. »

Commentaire :

La suppression de l'article 92 du projet de loi ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

~~Art. 93. Les receveurs des administrations fiscales sont déchargés de plein droit de la responsabilité du recouvrement des créances fiscales n'ayant pas pu être recouvrées suite à l'application de la présente loi.~~

Commentaire :

La suppression de l'article 93 du projet de loi ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

~~Art. 94. Les fonctionnaires des administrations fiscales sont déchargés de leur obligation relative au secret fiscal portant sur les informations échangées dans le cadre de la présente loi.~~

Commentaire :

La suppression de l'article 94 du projet de loi ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 95 97. Au § 109, alinéa 1^{er} de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“) le terme „schuldhafte“ est supprimé.

Commentaire :

Le Conseil d'Etat renvoie à ses critiques fondamentales quant au fond de la modification de ce paragraphe 109, exprimées dans son avis du 1^{er} décembre 2015.

Les membres de la commission parlementaire examinent la portée de la suppression du terme en question, et leurs conséquences éventuelles sur le régime de la responsabilité du dirigeant d'entreprise.

Décision : le point sous rubrique est réexaminé lors d'une prochaine réunion.

~~Art. 96. Les réductions des valeurs ou des provisions en rapport avec les créances sur les cocontractants pour lesquels un plan de réorganisation a été homologué ou un accord amiable a été constaté par le tribunal en vertu de la présente loi sont acceptées pour les besoins de l'établissement de l'impôt sur le revenu.~~

Commentaire :

La suppression de l'article 96 du projet de loi ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

TITRE IV-5 - Dispositions abrogatoires et transitoires

« **Art. 97 98. Sous réserve de leur application aux procédures en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, La loi du 14 avril 1886 concernant le concordat préventif de la faillite, et l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative aux sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée et la loi du 15 mars 1892 sur la procédure en débet en matière de faillite** sont abrogés. »

Commentaire :

Les modifications à l'endroit de l'article 98 du projet de loi ne suscitent aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 99. La loi du 15 mars 1892 sur la procédure en débet en matière de faillite est abrogée.

Commentaire :

Cet article peut être supprimé du projet de loi, étant donné que l'abrogation de la loi du 15 mars 1892 sur la procédure de débet en matière de faillite figure dorénavant à l'article 98 du projet de loi.

Art. 100 La référence au Comité mixte dans la présente loi est maintenue jusqu'aux prochaines élections sociales qui auront lieu en 2019.

Commentaire :

Cet article peut être supprimé du projet de loi, alors que le comité mixte d'entreprise a été supprimé de la législation en vigueur et la mesure transitoire prévue à l'article 5 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises est arrivée à son échéance.

Art. 101 L'article 16 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; de la loi générale des impôts («Abgabenordnung»); de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes; de la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines; de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale est modifié comme suit :

« **Art. 16.**

(1) L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines transmettent aux autorités judiciaires, à leur demande, les informations susceptibles d'être utiles dans le cadre d'une action pénale engagée en matière correctionnelle ou criminelle.

L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines transmettent à la cellule de renseignement financier, à sa demande, les informations susceptibles d'être utiles dans le cadre d'une analyse pour blanchiment ou financement du terrorisme.

(2) L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines qui, dans l'exercice de leurs attributions, acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit, sont tenues d'en donner avis sans délai au procureur d'Etat et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

(3) Sans préjudice de l'article 8 du Code d'instruction criminelle, les autorités judiciaires transmettent à l'Administration des contributions directes ainsi qu'à l'Administration de l'enregistrement et des domaines, les informations susceptibles d'être utiles dans le cadre de l'établissement correct et du recouvrement des impôts, droits, taxes et cotisations dont la perception leur est attribuée.

(4) L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines transmettent aux autorités judiciaires les informations susceptibles d'être utiles dans le cadre de l'identification de sociétés commerciales susceptibles de faire l'objet d'une procédure de dissolution administrative sans liquidation. »

Commentaire :

En raison de la scission du projet de loi amendé en deux projets de loi distincts, à savoir le projet de loi 6539 A et 6539 B, l'article peut être supprimé.

Art. 102. Toute référence à la présente loi peut se faire sous l'intitulé abrégé „Loi du [...] relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite“.

Commentaire :

L'article sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

Art. 103. La présente loi entre en vigueur le premier ~~4^e~~ jour du troisième ~~3^e~~ mois qui suit sa publication au **Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg Mémorial**.

Commentaire :

L'article sous rubrique ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la commission parlementaire.

*

Aucun point divers n'est soulevé.

Le Secrétaire-administrateur,
Christophe Li

Le Président de la Sous-commission "Préservation des
entreprises et Modernisation du droit de la faillite" de la
Commission de la Justice,
Guy Arendt